

Diagnostic participatif et question de genre

La mise en place, dans la province de Larache, d'un plan de développement local basé sur un diagnostic participatif intégrant le genre va se prolonger dans les mois à venir en... Picardie. Retour sur cette expérience pilote et premiers éléments de bilan.

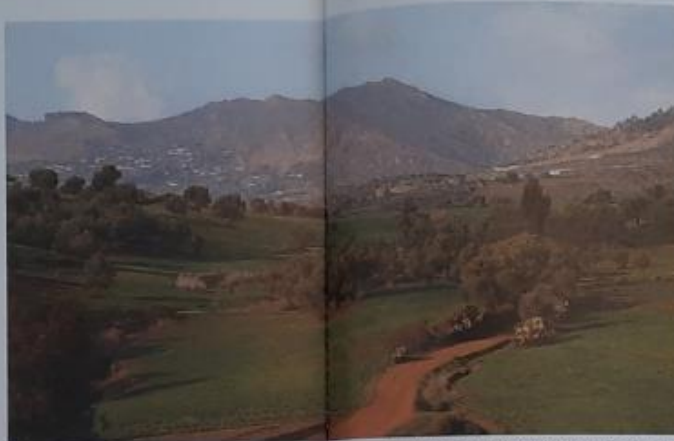
Le Réseau d'appui aux associations de développement (Radev) réunit trente-quatre groupements d'associations de droits humains, de droits des femmes, et de développement local et régional de la province de Larache, au nord du Maroc. Le Radev est membre d'Aster-international (lire l'encadré page 39) depuis 2005. C'est à la suite d'une mission exploratoire en juillet 2006 que le programme d'appui au développement local (Padel) a été élaboré. Le Padel entend contribuer au changement social et à la lutte contre la pauvreté au travers de trois phases successives : mise en œuvre d'un diagnostic territorial participatif intégrant le genre (DTPG), élaboration d'un plan participatif de développement durable de la zone, et appui aux projets et initiatives, notamment des femmes. Le DTPG a touché plus de 4 000 personnes, réparties sur trois communes rurales : Boujdiane, Taroft, et Sahel. Il s'est d'abord déroulé sur le terrain, de janvier à juin 2007, suivi par des restitutions, qui ont suscité une forte mobilisation de la population, permettant un deuxième temps où ont été approfondies les questions relatives à l'égalité des femmes et des hommes et au nouveau code de la famille. Cette phase s'est conclue par une conférence à Rabat, en mars 2008.



Marie-Lise Sembliat, présidente d'Aster-International et Yveline Nicolas, Adéquations.

Un contexte sociétal en mutation

Le Maroc est un pays en transition sociétale et institutionnelle. Nouveau code de la famille, nouveau code de la nationalité, stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes, initiative nationale de développement humain forment autant de cadres pour faire évoluer les mentalités et les comportements. La zone de Larache se caractérise par un endoavement prononcé, un faible taux d'équipements socio-éducatifs et culturels, une économie très fragile, la prédominance d'une agriculture de subsistance, un chômage croissant, surtout des jeunes, et un secteur associatif jeune. Les collectivités locales, outre l'insuffisance de moyens humains et financiers, souffrent d'un manque de capacités techniques en matière de planification territoriale et de gestion du processus de



La province de Larache au Nord du Maroc se caractérise par un endoavement prononcé.



développement. Le diagnostic participatif a fait l'état des lieux, des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour le développement local, en intégrant l'approche de genre. Réalisé par une méthode de recherche-action impliquant les acteurs et actrices concernés, il se veut un outil démocratique de développement local qui croise trois approches complémentaires, repose sur cinq principes clefs, et propose un cheminement en six étapes. Une session de formation à cette approche a réuni en janvier 2007 une quinzaine de jeunes femmes, toutes diplômées de l'université et sans emploi, qui ont d'abord été sensibilisées aux thématiques majeures : développement local, genre, recherche-action puis, tout au long de la démarche, formées aux outils de collectes et de traitements de données.

Trois approches complémentaires

La méthodologie de recherche-action participative intégrant le genre issue de ses partenaires du Sud, d'Europe et du Québec, propose un croisement de trois approches qui interagissent :

- Une approche stratégique globale, en vue de faire un état des lieux des réalités locales et d'orienter le développement local autour de finalités et d'enjeux stratégiques inscrits dans un projet de développement global.
- Une démarche participative, permettant aux acteurs et actrices du territoire une confrontation de leurs aspirations et valeurs, une identification des objectifs, une représentation de la situation actuelle et de celle qui serait souhaitable et, enfin, l'élaboration de propositions pour les plans locaux de développement. Le diagnostic devient lui-même un moment d'animation, prélude aux dynamiques de développements locaux.
- Une intégration transversale du genre, qui prend en compte les rôles et rapports sociaux entre les femmes et les hommes en vue de réduire les inégalités et de favoriser l'autonomie des femmes. Le diagnostic associe les femmes et les hommes dès la constitution des équipes locales d'animation du diagnostic qui, de bout en bout, vont s'assurer de la prise en compte égale du point de vue des femmes et des hommes.

Cinq principes-clefs : globalité, opérationnalité, participation, dynamique de projet, articulation des temps

La méthode est globale : elle croise les trois approches et prend en compte tous les secteurs. Elle est opérationnelle : le diagnostic doit produire un document de débat pour le territoire, synthétique, visuel et accessible qui se décline en actions opérationnelles. La méthode est participative et vise à associer, informer, mobiliser le maximum d'acteurs locaux, à chacun des moments forts du diagnostic (consultation, restitution, confrontation, mise en œuvre). Elle est aussi dynamique, devant permettre aux acteurs de confronter régulièrement les évolutions de leur territoire aux choix stratégiques et d'engager une dynamique de projet. Enfin, elle articule les différents temps, ceux des initiatives locales, des logiques d'acteurs et de la contractualisation.

Un cheminement en six étapes

Préparation et sensibilisation. Cette étape a permis la constitution des équipes locales de diagnostic, la formation décentralisée et la sensibilisation au plus près des populations : porte à porte, affiches dans les magasins, les souks, les écoles, complétant ainsi les contacts directs. Plusieurs >>>

Aster

Actrices sociales des territoires européens ruraux (Aster), est un organisme de formation et un réseau international créé en 1993. Il développe une pédagogie de l'action et de l'international au service du développement local fondée sur la réciprocité et le partage des expériences et pratiques, facilitant à la fois les maillages de partenariats locaux et les coopérations interterritoriales, le tout dans une optique de démocratie participative et de changement social. Le réseau Aster-international vise le croisement de l'égalité des femmes et des hommes et du développement local durable ; il travaille en accompagnement de ses membres et aux transferts des pratiques et des savoirs, dans une recherche d'égalité et de réciprocité.

> www.aster-international.org

outils de recueil de données ont été élaborés par les coordinateurs locaux grilles de recensement (taux de scolarisation dans les familles, nombre de personnes par unité familiale, etc.), journée type d'une femme et journée type d'un homme, etc.

Enquêtes approfondies et groupes de discussion

Chaque équipe locale de diagnostic a animé en moyenne douze groupes de discussion d'une quinzaine de personnes, soit mixtes mais par groupe d'âge, soit composés uniquement de femmes ou d'hommes. Ils ont porté sur l'éducation et la scolarisation des filles, la santé (spécialement celle des femmes), les besoins en infrastructures de base, les relations avec l'environnement externe du *déouar* (village), avec les autres acteurs de la commune, les activités génératrices de revenus, les migrations, la situation socio-économique. Les entretiens individuels ont permis d'approfondir les échanges qui ont eu lieu dans les groupes de discussion. Plus de 1 400 personnes ont été ainsi consultées et interviewées.

Traitement et analyse des données

La masse de données n'a pas été facile à traiter et à analyser. Il a fallu dégager les thématiques dominantes et les différents sous-thèmes, concevoir des grilles d'analyse, identifier les axes dominants pour le développement des *déouars* concernés, rédiger un rapport de synthèse pour préparer les forums de restitution de juin 2007.

Formes de restitutions auprès des populations

Pour chacune des trois communes rurales, un forum a été organisé en juin 2007. Parmi les objectifs : restituer les résultats du diagnostic aux populations locales, les enrichir et les approfondir, permettre aux acteurs de s'approprier les premières conclusions, les impliquer dans les prochaines actions qui conduiront à l'élaboration d'un plan de développement local... Plus de 400 personnes (élus, représentants des services de l'État, personnel éducatif, médical, responsables d'associations, de coopératives, habitants, etc.) y ont participé.



■ Un groupe de discussion réservé aux hommes. ■

Capitalisation et évaluation

Chaque équipe locale a été invitée à organiser ses archives du diagnostic et conduire un bilan de ce qui s'était passé depuis février 2007. La capitalisation a permis de publier une première brochure sur le DTPG [1].

Élaboration de plans d'action de développement local intégrant le genre

Des axes prioritaires pour les orientations de développement ont été dégagés pour chacun des trois *déouars*. Ils confirment les besoins identifiés dans les étapes précédentes : éducation, santé, activités économiques, etc. Un constat général aboutit au besoin de renforcement des capacités des cadres associatifs, des coopératives et des élus, particulièrement pour les femmes des trois communes rurales, afin qu'elles puissent être acteurs, actrices et *leaders* du développement de leur territoire. La nécessaire mise en place d'un comité local de développement a également été identifiée, afin de poursuivre la participation active des populations dans tout le processus de développement.

Capitalisation et premiers résultats

Suite à ce processus, une conférence sur « Le développement local dans une approche d'égalité femmes / hommes » a été organisée à Rabat, le 28 mars 2008, avec l'appui de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), afin de faire connaître le DTPG, sa démarche, sa méthode et ses résultats. Trente personnes (dix pour chaque village)

ont participé à la conférence pour présenter le DTPG aux pouvoirs publics et aux organismes internationaux. Deux ateliers thématiques ont permis de faire des propositions : société civile et pouvoirs publics ; implication des femmes dans les processus décisionnels de plans de développement locaux. Cette rencontre traduit le croisement d'une démarche ascendante et d'une démarche descendante, nécessaire au développement local. Au début, l'équipe du Radev s'était montrée d'entrée de jeu très prudente, car la population

1 Le diagnostic territorial participatif engage le genre (DTPG), programme d'appui au développement local dans le processus de Lactac, Aster et Radev, avec la collaboration d'Allegaciones et le soutien du conseil régional de Picardie, décembre 2005, 24 pages (disponible à Aster). En mars 2009 seront également disponibles les Actes de la conférence de Rabat.

Projets initiés suite au diagnostic participatif

Le tourisme rural

La maison familiale rurale de Boujdiane construit un projet de tourisme rural avec amélioration de logements pour accueillir des touristes recherchant la découverte de la vie et de la culture locales.

Les Maisons des femmes ou Maisons de l'égalité

Le besoin de lieux de rencontre, formation, information et appui aux initiatives pour les femmes a été identifié. Les trois communes mettent d'ores et déjà un local à disposition des associations locales qui seront responsables des futures Maisons des femmes (ou Maisons de l'égalité). ■

avait déjà été sollicitée par d'autres projets, mais sans aucune retombée, ni même restitution des résultats. La démarche participative impliquant largement la population à la consultation et aux restitutions a permis de dresser l'état des lieux et de proposer des plans de plans d'action. Les équipes locales des comités de pilotage reconnaissent une acquisition de compétences nouvelles, une forte reconnaissance locale de leurs associations. Pour les coordinateurs, tous membres du Radev, c'est une « démarche en profondeur » qui a été construite avec Aster.

Des effets immédiats dans l'un des *déouars*

Pour mieux connaître la situation globale, des visites ont été réalisées dans certains *déouars* après le forum, où en novembre 2007 de nouvelles réalisations avaient déjà pris corps, notamment dans le domaine des infrastructures de transport, sanitaires, éducatives et de la création de coopératives de femmes pour l'élevage de caprins.

Des acquis pour les associations et la population

Les trois coordinateurs reconnaissent avoir beaucoup appris par cette première expérience d'un vrai diagnostic territorial où le croisement de l'approche de genre avec le développement a été une découverte. Les acquis se



■ Le projet a permis la création de coopératives de femmes. ■

traduisent ainsi au niveau de chaque association locale qui, par le projet, a pu se faire connaître et gagner la confiance des élus et des autorités. L'association et la population ont acquis de nouvelles connaissances : notions de diagnostic, de genre et de formation, rédaction de rapports et de synthèses, etc.

Du Sud au Nord : un DTPG en Picardie

Le conseil régional de Picardie, financeur de Padel 1, a accueilli favorablement la brochure méthodologique de sensibilisation créée pour capitaliser cette phase du projet. Le témoignage de Jamal Eddine Bourhara, président de Radev [2], présent lors d'un forum en juin 2008 à Saint-Quentin [3], a permis de

prendre la pleine mesure de l'initiative. C'est ainsi, qu'Aster a été sollicité pour animer une telle démarche en Picardie. Le DTPG a joué un rôle de révélateur par la mobilisation locale au Maroc, les initiatives amorcées ou prévues, par les liens Sud-Sud et Sud-Nord qu'il suscite. Pour le réseau Aster, cela confirme la fécondité du croisement de ses dimensions régionale et internationale. ■

2 Débaté entre temps, nous tenons ici à le remercier.
3 Restitution d'une recherche-action avec des Maisons de l'emploi en vue de créer une maîtrise et une brochure pédagogique. Genre, territoire et développement / associations, depuis l'égalité professionnelle, disponibles à Aster.

VUES D'EUROPE

Claire Sobemiek, volontaire à Madrid au sein de CEAR (Comisión Española de Ayuda al Refugiado)

En Espagne, la société civile contre les centres de rétention

L'Espagne compte neuf centres d'enfermement pour étrangers (équivalent des centres de rétention administrative en France) et deux centres de séjour temporaire, destinés à retenir les étrangers en situation administrative irrégulière en attente d'expulsion. Leur capacité totale est proche de 1 000 places. Il existe également plusieurs centres informels, dont on ne connaît ni la localisation exacte, ni la capacité. Les conditions d'enfermement dans ces lieux sont particulièrement déplorables : les ONG dénoncent un manque de personnel et d'infrastructures, ainsi que des mauvais traitements de la part des fonctionnaires de police. Les ONG se voient presque systématiquement refuser l'accès aux centres, bien que ce droit soit reconnu par un arrêté ministériel. Mais la société civile ne baisse pas les bras. Ainsi, les organisations membres du réseau Migreurop en Espagne ont décidé de s'impliquer dans la campagne européenne « Pour un droit de regard dans les lieux d'enfermement des étrangers ». Elles veulent obtenir l'accès dans ces centres

pour assister les personnes retenues et jouer un rôle d'alerte, elles s'opposent à l'allongement de la durée maximale de rétention de 60 à 90 jours et affichent ces revendications comme une étape vers la suppression des centres de rétention, car une irrégularité administrative (le fait d'être sans papiers) ne saurait justifier une privation de liberté. Leurs revendications ont été présentées lors d'une conférence de presse à Madrid, en janvier. Prochaine étape : être reçu par le ministre de l'Intérieur pour présenter des amendements au projet de réforme de la loi sur l'immigration. ■

► Pour plus de renseignements sur la campagne « Pour un droit de regard dans les lieux d'enfermement des étrangers » : www.migreurop.org/breve129.html

Par le programme européen de médias d'Europe et partenariats